

# L'avenir à l'aune des finances

YANN GUERCHANIK

Georges Godel se dit «comme un poisson dans l'eau» à la tête de la Direction des finances. Au Conseil d'Etat depuis 2007, le Glânois brigue un troisième mandat.

## ÉLECTIONS CANTONALES

**6 novembre 2016**

**Les résultats dont vous êtes le plus fier durant cette législature?**

Le rééquilibrage budgétaire. En début de législature, c'était la catastrophe. On a pris des mesures draconiennes qui ont permis de rétablir la situation. Je suis fier également de la mise en consultation de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), en particulier des mesures d'accompagnement que nous avons négociées avec le patronat. Soit 22 millions de francs qui permettront notamment d'augmenter les allocations familiales et d'améliorer l'accueil extrafamilial ainsi que la formation professionnelle.

**Des regrets?**

Non.

**Pas même le renoncement au projet de loi d'amnistie fiscale?**

Non. D'autant que, suivant ce qu'il se passe aux Chambres fédérales, le projet pourrait revenir sur la table. J'insiste: en aucun cas ce ne sera une amnistie gratuite. Si cela a échoué au Tribunal, c'est qu'il y a eu des abus avec des rabais à 70%, comme au Tessin. Je ne les cautionne pas.

**A 64 ans, irez-vous au bout de la législature si vous êtes réélu?**

Oui. Que ce soit clair: je ne me lance

pas pour faire une demi-période.

**Les mesures d'économies sont-elles appelées à s'étendre?**

En aucun cas en ce qui concerne le personnel. Dans les comptes bénéficiaires de 2015, comme promis, nous avons fait des réserves – 23 millions de francs. Le but était d'utiliser cet argent afin de ne pas toucher au personnel si nous avons des difficultés à boucler le budget. Quant à savoir si de nouvelles mesures vont être prises: impossible de faire des promesses. Une chose est sûre: nous devons tout mettre en œuvre pour maîtriser notre situation. L'avenir passe par le plan financier.

**Un programme d'économies, ça ne fait pas un programme politique...**

Effectivement. Mais nous devons maîtriser les finances pour obtenir ce que nous désirons pour l'avenir. Ainsi, nous avons beaucoup investi dans les infrastructures: les transports publics, les routes, le pont de la Poya... tout cela, c'est de la vision. Dans le budget 2017, nous avons prévu des montants pour la patinoire, les piscines, les routes de contournement. Et puis, quand on parle de vision, il convient de citer ce qui a été réalisé, notamment en ce qui concerne la formation, qu'il s'agisse de la police ou des HES santé et social. On peut encore citer le centre pour la protection civile au Lac-Noir, ou la station de recherche Agroscope-Liebefeld-Posieux. Et puis, la fiscalité de nos entreprises a évolué de manière satisfaisante: 6,8% d'augmentation annuelle depuis 2003. Si on amène des conditions cadres, l'économie fonctionne.

**A gauche comme à droite, on déplore que le collège gouvernemental arrive moins facilement à des solutions équilib-**

brées depuis le départ d'Isabelle Chas-sot. N'êtes-vous pas amené à jouer son rôle?

Au temps où elle était là, le collège fonctionnait de manière impeccable. Pour moi, il fonctionne de même au-jour d'hui. Quant à mon rôle: un directeur des Finances doit être au-dessus de la mêlée, être impartial avec chaque Direction.

**La gauche regrette de ne pas avoir été mise plus à contribution sur RIE III. Son impression est que seuls les patrons ont été consultés. Pourquoi pas une plus large concertation, comme cela s'est fait sur Vaud?**

On l'a fait avec le Gouvernement, en particulier entre la Direction des finances, la Direction de l'économie et celle de la santé. Je suis assez fier de ce projet justement parce que le Gouvernement le soutient unanimement. Par ailleurs, j'ai reçu ceux qui critiquaient en juillet et je suis prêt à les recevoir à nouveau durant la période de consultation. Alors certes, nous avons négocié avec le patronat, mais ce n'est pas l'alliance de gauche qui veut nous amener de l'argent. Notre projet est excellent: je fais le pari qu'il passera la rampe du Grand Conseil et du peuple.

**Pourquoi le canton n'assumerait pas un rôle de promoteur immobilier avec sa**

**fortune? Tout le monde fait de l'argent avec l'immobilier dans ce canton. A cette occasion, il pourrait aussi proposer lui-même des logements à loyer modéré, ce qui manque cruellement?**

Ce n'est pas le rôle du canton que de faire du commerce. Il faut laisser ça à l'économie. L'économie fonctionne, ce qui nous permet d'encaisser des impôts, ce qui fait marcher notre canton. En revanche, j'étais le premier à dire qu'il fallait acheter le site de Tetra Pak. Le but étant de revendre ou de céder un droit de superficie à des entreprises qui veulent s'implanter. Ça, c'est de la politique foncière active.

**Mais pourquoi toujours vendre? Pourquoi ne pas conserver le terrain pour réguler certains problèmes de logement?**

La caisse de pension du personnel de l'Etat de Fribourg joue ce rôle. On investit énormément pour des logements.

**Les caisses de pension visent la rentabilité maximale, elles ne font guère dans le loyer abordable...**

Mais c'est en faveur des collaborateurs et des collaboratrices de l'Etat. Si on fait du social avec les logements, on aura plus de mal à financer les rentes. Il faut trouver l'équilibre, tout en sachant que le marché tend à se réguler. ■

## BIO EXPRESS

**Naissance:** 1952.

**Domicile:** Ecublens, originaire de Domdidier.

**Etat civil:** marié, trois fils, grand-père de trois petites-filles.

**Formation:** maîtrise fédérale agricole en 1980.

**Parcours:** conseiller communal

d'Ecublens de 1978 à 1982, syndic d'Ecublens de 1986 à 2000, député PDC de 1986 à 2006, conseiller d'Etat depuis 2007, directeur de l'Aménagement, de l'environnement et des constructions de 2007 à 2011, directeur des Finances depuis 2013. Président du Conseil d'Etat en 2012.

**Autres mandats:** président des

TPF depuis 2006, administrateur de la BCF depuis 2012, administrateur de Groupe E depuis 2011, vice-président du comité des Producteurs suisses de lait (PSL) de 2003 à 2006, président fondateur de Prolait de 2002 à 2006, président de la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie de 2000 à 2006.

**brées depuis le départ d'Isabelle Chasot. N'êtes-vous pas amené à jouer son rôle?**

Au temps où elle était là, le collègue fonctionnait de manière impeccable. Pour moi, il fonctionne de même aujourd'hui. Quant à mon rôle: un directeur des Finances doit être au-dessus de la mêlée, être impartial avec chaque Direction.

**La gauche regrette de ne pas avoir été mise plus à contribution sur RIE III. Son impression est que seuls les patrons ont été consultés. Pourquoi pas une plus large concertation, comme cela s'est fait sur Vaud?**

On l'a fait avec le Gouvernement, en particulier entre la Direction des finances, la Direction de l'économie et celle de la santé. Je suis assez fier de ce projet justement parce que le Gouvernement le soutient unanimement. Par ailleurs, j'ai reçu ceux qui critiquaient en juillet et je suis prêt à les recevoir à nouveau durant la période de consultation. Alors certes, nous avons négocié avec le patronat, mais ce n'est pas l'alliance de gauche qui veut nous amener de l'argent. Notre projet est excellent: je fais le pari qu'il passera la rampe du Grand Conseil et du peuple.

**Pourquoi le canton n'assumerait pas un rôle de promoteur immobilier avec sa**

**fortune? Tout le monde fait de l'argent avec l'immobilier dans ce canton. A cette occasion, il pourrait aussi proposer lui-même des logements à loyer modéré, ce qui manque cruellement?**

Ce n'est pas le rôle du canton que de faire du commerce. Il faut laisser ça à l'économie. L'économie fonctionne, ce qui nous permet d'encaisser des impôts, ce qui fait marcher notre canton. En revanche, j'étais le premier à dire qu'il fallait acheter le site de Tetra Pak. Le but étant de revendre ou de céder un droit de superficie à des entreprises qui veulent s'implanter. Ça, c'est de la politique foncière active.

**Mais pourquoi toujours vendre? Pourquoi ne pas conserver le terrain pour réguler certains problèmes de logement?**

La caisse de pension du personnel de l'Etat de Fribourg joue ce rôle. On investit énormément pour des logements.

**Les caisses de pension visent la rentabilité maximale, elles ne font guère dans le loyer abordable...**

Mais c'est en faveur des collaborateurs et des collaboratrices de l'Etat. Si on fait du social avec les logements, on aura plus de mal à financer les rentes. Il faut trouver l'équilibre, tout en sachant que le marché tend à se réguler. ■

## «Objectif: dynamiser l'économie»

**Comment compenseriez-vous les pertes fiscales causées par la RIE III?**

L'objectif n'est pas de les compenser, mais de dynamiser l'économie fribourgeoise pour avoir autant dans les caisses. Il faut aussi considérer le retour sur investissement des allègements fiscaux: le potentiel sur les entreprises à statuts fiscaux spéciaux est très élevé. Il faut admettre qu'il y aura un trou à un moment donné, mais nous avons commencé à créer des réserves pour passer le cap. Là-dessus, il faut bien comprendre que si on ne faisait rien, ce serait la catastrophe. Si les entreprises à statuts fiscaux spéciaux disparaissaient, on aurait un problème bien plus grave.

**Que feriez-vous de la fortune du canton (1,1 milliard)?**

La fortune du canton est là pour les investissements. J'en veux pour preuve le budget 2017 et ses 54 millions prévus pour financer les investissements. C'est vrai qu'en 2015 on a fait un bénéfice qui a permis d'augmenter encore la fortune,

mais ce n'est pas toujours le cas. Entre 2013 et 2014, la fortune avait par exemple diminué de 997 à 961 millions de francs.

**Quelle place le canton de Fribourg doit-il accorder à l'automobile?**

Le politique doit trouver une adéquation entre les transports publics, la mobilité douce et les voitures. Ainsi, nous avons énormément investi pour les transports publics et nous devons continuer à le faire pour inciter les gens à les prendre. Il faut offrir cette possibilité à une très large majorité.

Nous devons notamment veiller à cette adéquation dans le cadre des routes de contournement. Ne pas favoriser un mode de transport plutôt qu'un autre. Les transports doivent se conjuguer au mieux. J'ajoute que les routes ne doivent pas permettre à tout le monde d'arriver à Fribourg, elles doivent aider l'économie et ses conditions cadres. En résumé, il faut tout mettre en œuvre pour éviter qu'on augmente trop encore les voitures. YG

## Du tac au tac La dernière déclaration qui vous a fait bondir?

Celle du Syndicat des services publics (SSP) qui appelle à manifester contre la RIE III. Ils savent très bien que si on ne fait pas cela, les places de travail vont diminuer ainsi que les rentrées fiscales, et qu'on aura du mal à payer les prestations de l'Etat.

## Le dernier juron que vous avez prononcé. Et à quelle occasion?

Nom de sort! Justement en lisant les déclarations du SSP.

## La dernière fois que vous avez pleuré?

(Moment suspendu dans cette

interview, Georges Godel demeure silencieux, les yeux bientôt embués de larmes. La voix étranglée d'émotion, il évoque ses sœurs qui ne sont plus là) Cela fait un bout de temps, mais chaque fois que j'y repense, ça me remonte...

## Ce qui vous exaspère dans le canton?

L'évolution de la politique agricole fédérale! Tout est calculé pour favoriser la course aux paiements directs. Je défends une agriculture professionnelle et je souhaiterais que nos familles paysannes puissent vivre de leurs produits. Or, le produit est complètement banalisé!

## Ce que vous adorez?

C'est un canton où il fait bon vivre. Le Gouvernement doit mettre tout en œuvre pour qu'il en reste ainsi.

## Le dernier livre que vous avez lu?

*Un Juif pour l'exemple,*  
de Jacques Chessex.

## Le plus bel endroit du canton?

J'adore être au sommet du Moléson. On y voit même le pont de la Poya.

## Christophe Darbellay a-t-il fauté?

Je n'ai pas à m'occuper de ses affaires privées, comme il n'a pas à s'occuper des miennes. YG